

Burundi : des questions encore sans réponse après le carnage à Cibitoke

RFI, 13-05-2018 L'attaque d'un village du nord-ouest du Burundi soulève beaucoup de questions. Au Burundi, après le choc, c'est l'heure des questionnements. 26 personnes ont été tuées et sept autres blessées dans l'attaque de la colline de la commune de Buganda, au nord-ouest du pays, par un groupe armé non identifié qui se serait replié ensuite vers la République démocratique du Congo voisine.

Samedi 12 mai, le ministre de la Sécurité et numéro deux du pouvoir burundais, le général Alain-Guillaume Bunyoni s'est rendu sur place en compagnie des principaux responsables de l'armée et de la police où il a promis que le gouvernement allait collaborer avec celui de RDC pour anéantir ceux qu'ils qualifient de « terroristes ». Mais il y a des questions encore sans réponse après cette attaque qui a visé la province de Cibitoke, province d'origine de plusieurs chefs militaires et policiers à la tête de l'appareil sécuritaire au Burundi et cela quatre jours d'un référendum constitutionnel contesté. Difficile de dire avec certitude d'où venaient ces assaillants, malgré les affirmations du ministre de la Sécurité publique et numéro 2 du régime présent samedi 12 mai sur place. Le général Alain-Guillaume Bunyoni a déclaré que ces « terroristes » provenaient de la République démocratique du Congo voisine. C'est un autre son de cloche qu'on entend de certains habitants de la localité de Ruhagarika, qui parlent d'un groupe armé qui semblait venir de l'intérieur du pays. Mais tout le monde est d'accord sur le fait qu'ils se sont ensuite repliés vers la RDC. Autre question, les assaillants semblaient bien connaître ce village et ils auraient ciblé des ménages bien précis. Notamment les familles de quatre policiers, issus de l'ancienne rébellion aujourd'hui au pouvoir. L'un d'eux a perdu au moins 12 proches. Ses parents, ses frères, leurs femmes et enfants ont été massacrés sauvagement. Certains ont été poignardés, d'autres égorgés ou encore brûlés sur des matelas aspergés d'essence, selon des voisins encore sous le choc. Pancrace Cimpaye, le porte-parole du Cnared condamne un acte « ignoble » : « Il y a un risque d'une escalade de la violence, il y a le risque d'une chasse aux sorcières. » Mais cet état de choc a fait place à la colère au lendemain de ce carnage. Le pouvoir burundais a déployé des renforts dans cette zone frontalière de la RDC, par crainte d'une attaque visant à perturber le référendum constitutionnel prévu dans quatre jours, et qui devrait permettre au président Pierre Nkurunziza de rester au pouvoir jusqu'en 2034. Les habitants de ce village se sentaient protégés puisque des militaires burundais ont une position à moins de 200 mètres des maisons attaquées et ils ne comprennent pas pourquoi ces soldats ne sont jamais intervenus durant la quinzaine de minutes qu'a duré cette attaque.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});